

RODRIGO ARENAS

Post-face de Anne-Marie Vaillé

ITINÉRAIRE D'UN PARENT D'ÉLÈVE

Un très grand merci

à mes ami.e.s

Guy, Nathalie, Jean et Edouard.

Avant-propos

On dit souvent que le monde s'accélère. Mais, aujourd'hui, il change à la vitesse du numérique. Les équilibres auxquels nous étions habitués sont bousculés, le travail mute, les paysages changent, les espèces disparaissent, les inégalités explosent, la planète s'épuise. Face à ces défis, le système politique se contente d'incantations dérisoires au moment des grandes réunions internationales, tandis que ses décisions dans la réalité de nos vies laissent libre cours aux prédateurs de l'humanité.

Depuis des décennies, des milliers de citoyens engagés au sein d'associations se battent pour protéger les plus faibles, sauvegarder le patrimoine, épargner la biodiversité. Juste pour essayer de limiter la casse. J'en ai pris ma part, en m'engageant – avec beaucoup d'autres – au sein de la FCPE (première fédération de parents d'élèves), intimement convaincu que les nécessaires changements passeraient d'abord par l'éducation de nos enfants. Parce que l'école est ce que nous avons tous en partage, j'ai la certitude qu'elle doit être au cœur de la rénovation de notre modèle social. Pour cette raison, j'ai œuvré afin que la FCPE, forte de son expertise dans le domaine de l'éducation, porte le projet d'une école réinventée, capable de donner aux enfants de ce siècle les clés d'un avenir possible.

Mais le combat est par trop inégal, face à un système politique et un appareil administratif omnipotents.

Les associations engagées se heurtent au mur des puissants. Malgré les urgences climatique, écologique, sociale, démocratique, tous les acteurs de terrain font le même

constat. Rien ne change, ou si peu, ou si lentement que c'en est marginal. Ni à l'école ni ailleurs. Alors, oui, nous devons admettre cet échec relatif et en tirer les conclusions qui s'imposent. Nous n'avons plus le temps de tergiverser. Agissons autrement !

C'est là que l'école prend toute sa place, une école transformée, capable de mettre à la disposition des enfants les outils dont ils auront besoin pour lire, comprendre et naviguer dans le monde du futur. Aujourd'hui pourtant, on apprend à l'école qu'il est préférable d'être le meilleur, d'arborer le « bon genre et la bonne couleur », que consommer sans compter est plus enrichissant que de satisfaire nos besoins réels, qu'il faut avoir un job intellectuel plutôt que manuel, que la ville vaut mieux que nos campagnes, que la France a plus de valeur que le reste du monde... Mais le monde réel, celui de l'interdépendance et de la solidarité, quand allons-nous l'enseigner ? Accomplir cette profonde mutation sera compliqué car nous voyons bien la difficulté que nous avons à agir dans la radicalité aujourd'hui : en effet, comme nous sommes construits sur des « archétypes d'avant changement climatique », que notre modèle de bonheur repose sur l'accumulation des richesses, sur la réussite personnelle, il nous est très difficile de concevoir – mais, surtout, de mettre en œuvre – un mode de vie radicalement différent.

Pour changer cela, parce qu'il s'agit de transformer nos modes de vie en profondeur, l'école est incontournable. Parce que nous y allons toutes et tous, elle seule peut permettre à une génération complète d'apprendre des codes différents : que le bonheur se construit sur le respect du vivant, de soi-même et des autres, dans la bienveillance et l'échange, dans

la reconnaissance de l'autre dans sa différence, dans une logique qui n'est donc pas systématiquement majoritaire mais plutôt consensuelle, et finalement que la réussite ne peut être que collective.

Cette révolution culturelle ne peut pas se faire à travers de petites réformes qui s'élaboreraient au gré de l'opinion. Il faut réaffirmer la ferme intention d'investir fortement dans l'école pour la faire disrupter vraiment afin de permettre à nos enfants d'avoir une chance de sauver le futur.

Puisque les responsables politiques actuels et passés ne sont pas en capacité d'élaborer de nouvelles règles, d'imposer la bonne « disruption », il faut trouver celles et ceux qui pourront le faire. Ainsi, je propose de mettre les associations au cœur d'un dispositif en rupture avec le *statu quo*. Ces dernières, même si les jeux de pouvoir n'y sont pas absents, ne sont pas confrontées au jeu du business électoral ni à la puissance des lobbies. En revanche, elles ont une vraie connaissance de la situation, à force de se confronter sur le terrain aux insuffisances, incohérences et inefficacités des réformes pour la population et en particulier pour les plus fragiles. Ce sont ces représentants associatifs qui seront en capacité de mener ce changement s'ils les portent jusqu'au sein du Parlement.

Dans la séquence électorale à venir, je veux prendre mes responsabilités. Je propose de porter au sein de l'Assemblée nationale 6 idées disruptives pour l'école.

Les ambitions de l'abbé Pierre et de Coluche sont toujours d'actualité.

La balle est dans notre camp, osons !

Parent d'élève

Je suis parent d'élève, père de quatre garçons scolarisés de la primaire au lycée, dans le public. Comme des millions d'autres parents d'élèves, je n'ai pas appris à l'être. Je le suis devenu un matin, lorsqu'il a fallu lâcher la main du bambin pour le confier à l'école. Je me souviens de ce déchirement, la première fois, des larmes qu'il faut retenir devant l'enfant pour lui donner confiance et courage. Je le revois trotter vers sa classe, se retourner une dernière fois vers moi pour chercher un encouragement. Va, mon fils, te voilà en route vers une nouvelle aventure. Tu ne le sais pas encore, mais tu viens d'entrer dans un autre univers, et tu vas y passer désormais l'essentiel de ton temps. Voilà pourquoi je veux, comme tous les parents, que cette école t'accueille dans les meilleures conditions possibles.

Une exigence pourtant rarement satisfaite. Je ne vais pas tarder à le découvrir. Dans mon département, la Seine-Saint-Denis, les écoles sont loin d'avoir les moyens de leurs ambitions. Locaux vétustes, entretien défailant, cantines indigestes, enseignants absents et non remplacés, on est loin de la promesse républicaine et d'un service public de qualité. Qu'ont fait nos enfants pour mériter cela ? Face à ce que je ressens comme une immense injustice, mon engagement militant va vite prendre le relais.

Il faut avoir vécu au moins une fois cette situation de parent, lorsque vous accompagnez votre enfant à l'école et qu'à la porte, la directrice ou le directeur vous explique que l'enseignant est absent. On vous suggère donc de le garder à la maison. Première angoisse : comment faire lorsque les parents travaillent ? Deuxième angoisse : si vous le laissez néanmoins, il sera recasé dans une autre classe, avec

quelques-uns de ses camarades, à attendre le soir et l'heure de la sortie, sans activité pédagogique ou apprenante. Comment ne pas ressentir de la colère face à ce mépris pour les enfants, surtout lorsque les absences se répètent ? Je suis un homme engagé. Je tiens cela de mes parents, exilés chiliens venus en France pour échapper à la dictature militaire du général Pinochet. J'ai milité un temps au sein du Parti communiste, avant de m'en éloigner. J'ai passé quelques années aussi dans les rangs écologistes. Mais dégagé des cartes, des structures et des partis, je suis aujourd'hui engagé par les principes, les combats et les valeurs. Je suis aujourd'hui un homme libre, au service de tous les parents et militant pour une école républicaine, laïque et respectueuse de nos enfants partout sur le territoire national.

Parce que justement je suis un homme engagé, parce que je crois à la force du collectif, pour agir sur les questions scolaires je vais très vite adhérer au conseil local de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves). Je veux m'impliquer de la façon la plus concrète possible, en apportant à la fois mon expérience de militant politique mais aussi celle de mes années d'animateur en centre de loisirs. Je me retrouve au milieu d'autres parents, des gens dont j'ignore tout mais avec qui je partage ce souci d'offrir à nos enfants une école digne et respectueuse de ce qu'ils sont. Des mamans et des papas qui consacrent leur temps libre et leur énergie, bénévolement, à la défense des intérêts des enfants. Beaucoup de parents s'engagent au sein des associations pour se rassurer, pour « faire quelque chose » et éviter le fatalisme et la résignation. Ils ne comprennent pas cette école qui ne semble pas toujours œuvrer pour le bien de

leur progéniture. C'est aussi une façon pour eux de garder un lien avec leur enfant en tant que personne en développement, face au groupe dans lequel on a parfois l'impression qu'il pourrait se perdre. Avec, au bout du compte, une grande inquiétude sur le devenir des enfants. A mes yeux, la FCPE assume ce rôle protecteur. Elle apprend d'abord aux parents à se situer vis-à-vis de l'école, afin que chacun occupe sa place, et s'y limite. Hors de question de remettre en cause la liberté pédagogique du professeur. Les professeurs sont libres de choisir leurs méthodes d'enseignement, leur pratique pédagogique. Enseigner est un métier. En revanche, tout ce qui touche aux conditions de vie et d'apprentissage de l'élève au sein de l'institution concerne bien les parents autant que les personnels de l'Éducation nationale. De la même façon que nous avons à la fois un droit de regard et un devoir de vigilance sur la qualité de la cantine, la propreté des locaux ou encore la présence d'enseignants qualifiés.

Adhérent de la FCPE, je siège au conseil d'école, l'instance locale qui traite de toutes les questions annexes à l'enseignement. Parents et enseignants y confrontent leurs points de vue et leurs expériences. J'y découvre les limites de notre influence, par exemple sur la surveillance d'une cour de récréation, l'organisation d'une fête, les punitions des élèves ou encore au sujet du non-remplacement des enseignants absents. Il y a eu d'ailleurs cette fois, où la négociation sur le remplacement d'un enseignant n'aboutissant pas, j'ai proposé aux adhérents FCPE de passer à l'échelon supérieur : occupation du bureau de la directrice et appel aux médias.

Même si je suis contre les occupations d'école par les pa-

rents puisque nous n'avons rien à faire dans les salles de classe, qui doivent être réservées aux apprentissages. Mais lorsque les choses ne vont pas comme elles devraient, c'est à la partie administrative de l'institution qu'il faut s'en prendre. D'où cette occupation du bureau de la directrice. L'arrivée des caméras de BFM TV, prévenue par mon coup de téléphone, aura un effet décisif dans la décision du rectorat de nous accorder les remplacements demandés.

Cette victoire est de pure forme. Certes, nous avons obtenu ce que nous demandions. Mais les remplaçants qui nous ont été accordés ont été pris sur les effectifs d'un département voisin. Déshabiller Pierre pour habiller Paul, la méthode n'est pas nouvelle. Sur le fond, rien n'est réglé. Mais cette action a attiré l'attention des responsables départementaux de la FCPE, qui m'appellent à prendre d'autres responsabilités.

Je siège alors au titre de la FCPE au Conseil départemental de l'Éducation nationale, avec 6 autres représentants de la Fédération. J'y apporte mes réflexions, mon expérience et je prends en charge la médiatisation de nos actions. En Seine-Saint-Denis, le remplacement des enseignants absents devient une question majeure et un objectif prioritaire. Pour le faire aboutir, nous organisons l'occupation des locaux administratifs de 300 écoles du département aux côtés de collectifs de parents. L'affaire se conclut dans le bureau du directeur de cabinet de la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, par l'octroi de moyens supplémentaires pour le département.

C'est donc au niveau national qu'il faut agir. Pour aller plus loin, ainsi, je rejoins les instances fédérales de la FCPE. Elu au congrès de Toulouse, je découvre cependant de l'inté-

rieur une fédération vieillissante qui parvient toujours à défendre ses valeurs mais peine à répondre aux nouveaux enjeux qui pressent l'école : le numérique, l'écologie, la citoyenneté, l'égalité femme-homme... Septuagénaire, la FCPE a rendu d'éminents services à la communauté éducative. Mais son organisation pyramidale et très cloisonnée l'a souvent déconnectée des réalités que vivent au quotidien les familles. Il faut tout changer pour reconstruire une fédération en phase avec son temps. Malheureusement, à ce moment-là, la majorité du bureau national ne me suit pas. Pressions politiques et jeux d'appareils font aussi partie de la vie d'une association de parents d'élèves. Mis en minorité, je n'ai plus qu'à retourner dans mon département pour défendre, encore et toujours, les écoles de la Seine-Saint-Denis.

Pour autant, je ne renonce jamais à mes convictions. La rénovation de la FCPE n'est pas une lubie militante, pas plus qu'une obsession égotique. C'est selon moi la meilleure façon de défendre efficacement l'avenir de nos enfants. Les miens, ceux de tous les parents de mon département, et au-delà, de tous les autres. Alors, je reprends mon travail de conviction auprès des conseils départementaux de la FCPE. Nombre de responsables me connaissent désormais, savent mon engagement au service de nos causes communes. Avec certains d'entre eux, j'organise une conférence de presse sur la laïcité dans les départements de l'Ouest, là où les parents n'ont souvent plus le choix de l'école publique. Avec d'autres, nous présentons une proposition d'interdiction des épandages de pesticides à proximité des écoles. Et en 2018, je suis réélu au bureau national. Un autre combat commence.

Fils de militants

Mon engagement militant est profondément ancré dans l'histoire familiale. En 1974, l'année de ma naissance à Valparaiso, au Chili, le pays est depuis une année sous la botte de la dictature militaire du général Pinochet. Mon père, membre d'une organisation de jeunesse issue du Parti radical chilien, est contraint à vivre dans la clandestinité. Le pouvoir chilien ne s'embarrasse pas de formalités vis-à-vis de la contestation. Enlèvements, tortures, disparitions définitives, voilà le lot de celles et ceux qui osent élever la voix.

Mon père n'a rien d'un dangereux activiste. Il est, comme ma mère, profondément démocrate et pacifiste, militant « allendiste » opposé à toute forme de lutte armée. Il n'en est pas moins pourchassé et doit quitter le Chili. Ma mère, étudiante, qui m'élève seule pendant mes trois premières années, n'est pas épargnée : un beau matin, la direction de la crèche dans laquelle je suis inscrit lui ferme la porte au nez. Les parents anti-Pinochet n'ont plus droit d'y faire garder leurs enfants. L'un de ses enseignants lui conseille même de quitter le pays au plus vite.

Finalement, deux ans après mon père, ma mère fuit à son tour. La famille se retrouve à Paris, en 1978. Je rencontre avec bonheur un père dont je n'avais plus vraiment de souvenir si ce n'est ce qu'on m'en racontait. Mais pas question pour lui d'abandonner la lutte contre la dictature. Mon père rejoint le Parti communiste chilien en France. La petite communauté des exilés politiques organise des réunions de soutien et de collecte de fonds pour les camarades restés au pays. Certains dimanches, nous allons tous à Colombes, dans une grande maison mise à la disposition de la diaspora.

Les adultes discutent, les enfants y apprennent la langue et l'histoire du pays de leurs ancêtres en confectionnant des drapeaux chiliens en papier crépon. Bleu, blanc, rouge, comme celui de la France, notre pays désormais.

Pour vivre, mon père travaille dans le bâtiment ou est préparateur de commande, ma mère fait des ménages. Comme leurs diplômes chiliens ne sont pas reconnus, ils reprennent leurs études à zéro, à tour de rôle. L'un ramène l'argent, l'autre passe des examens, ils deviennent éducateurs spécialisés, après avoir dirigé des centres de loisirs. Pendant ce temps, je suis un parcours scolaire classique jusqu'en classe de troisième. Le bon élève découvre au lycée la réalité de la sélection sociale. Tous mes copains ont été orientés dans la filière professionnelle. Le message est clair. Si tu viens de la banlieue, le mieux, c'est que tu y restes. Les rêves se fracassent sur la réalité. Tu aurais pu briller dans les domaines de l'art, du sport, de la science ou de la littérature ? Tu balaies les salles de classe le soir, après la fermeture de l'école. Je suis malgré moi une de ces exceptions qui illustrent le mythe tenace de l'ascenseur social méritocratique, face à la règle des assignations à résidence sociale – même si, au fond, grâce au capital culturel de mes parents, j'avais déjà pu monter facilement les premiers étages.

Cette injustice me prend à la gorge. J'adhère immédiatement aux Jeunesses communistes de Champigny, la commune où je vis. Il faut avouer que, question offre politique, le choix est assez limité à gauche, dans cette ville du Val-de-Marne tenue par le PC depuis toujours. Le PS est inexistant, les écolos n'ont pas encore émergé. Alors je vais là où ça se passe, là où j'ai le plus de chance de faire bouger les choses. Evidemment, ma scolarité va pâtir de mon engage-

ment. Je ne loupe aucune manif, mais je redouble première et terminale, avant d'accéder enfin à l'université, inscrit en sciences économiques.

Passer de la salle de classe à l'amphithéâtre est un vrai choc. Le rapport entre l'enseignant et son public est terriblement infantilisant. Je me souviens de la phrase de ce professeur, lors de son premier cours : « Vous êtes ici pour apprendre à lire car vous ne savez rien ». Quel mépris ! Pour que cela change, j'adhère au syndicat étudiant Unef, à l'Union des étudiants communistes et je reprends le combat. Résultat, il me faut quatre ans pour boucler les deux premières années universitaires. Mes parents râlent parfois très fort, mais ils comprennent. Alors, ils continuent de me soutenir là où beaucoup d'autres auraient coupé les vivres.

Pour participer (modestement) à l'effort financier, je travaille chaque été. Après un bref passage comme manutentionnaire chez Ikea, je fais plusieurs saisons en qualité d'animateur dans les centres de loisirs – titulaire du BAFA, diplôme obligatoire pour ce genre d'activité.

Après une année d'étude en Espagne, à Valence, dans le cadre du programme d'échanges européen Erasmus, je valide ma licence et poursuis mon cursus à la Sorbonne, en économie du développement. Je décide alors de quitter les rangs des organisations communistes. J'y ai rencontré des gens extraordinaires. L'engagement politique est aussi une aventure humaine formidable. Mais le poids de plus en plus pesant de l'appareil bureaucratique, la doxa officielle à réciter par cœur, me sont devenu insupportables. Je m'en doutais, maintenant je le sais, je ne changerai pas le « Parti » de l'intérieur.

Ces années encartées au PC m'ont formé, éduqué et enrichi.

Je ne les regrette pas. D'autant que la période qui s'ouvre est riche en nouveaux défis. Les organisations politiques sont en perte de vitesse. D'autres formes de lutte vont prendre le relais, avec l'avènement de l'altermondialisme, l'émergence des mouvements citoyens comme Attac, la transformation des enjeux démocratiques, les questions de sécurité, et surtout la montée en puissance de l'écologie politique.

J'ai décroché mon diplôme d'études approfondies (DEA) en histoire de la pensée économique après avoir soutenu mon mémoire sur les théories de la justice. Après quelques hésitations et un projet de thèse de doctorat en sciences économiques, je jette l'éponge. Je ne suis pas dans la bonne école doctorale pour poursuivre mon projet, et puis il commence à se faire tard. Depuis le bac, je suis toujours le plus âgé de l'amphi, et de loin. Je décide de quitter le foyer familial et d'entrer dans la vie active.

Mon père, alors directeur du centre social de Sevrans, en Seine-Saint-Denis, me propose de rencontrer le maire, Stéphane Gatignon. Il a, comme moi, milité chez les Jeunes communistes avant de rompre et de se faire élire en 2001 sur une liste de rassemblement à gauche. L'entente est immédiate. Nous sommes tous les deux des combattants pour le bien commun. Me voilà analyste de gestion en charge de l'étude de la tarification des activités périscolaires à Sevrans où j'emménage avec ma petite famille.

Avec Stéphane, nous militons pour améliorer le sort des habitants de Sevrans, l'une des villes les plus pauvres du département le plus pauvre de métropole. Je dirige sa campagne pour les Régionales de 2010 sous la bannière d'Europe Ecologie qu'il a rejoint à l'automne 2009 après le grand succès politique et électoral des Européennes au prin-

temps. Stéphane est élu. Quelques mois plus tard Europe Ecologie fusionne avec Les Verts et devient EELV. Et moi, je reprends une carte. Séduit par cette coalition incroyable de gens venus de tant d'horizons différents, je rejoins le mouvement. J'y milite quelques années, siège un temps au bureau exécutif d'Ile-de-France. Mais lorsqu'ici aussi il est clair que les jeux d'appareil prennent le dessus, je m'en vais. Tranquillement, sans esclandre. C'est décidé, je vais m'occuper de l'avenir des enfants. Les miens et ceux des autres dans mon département. Je renforce mon investissement militant au sein de la FCPE, où j'ai adhéré en 2009. Et en 2018, j'accède à la co-présidence de la Fédération.

La FCPE

Quand j'ai choisi de rentrer à la FCPE, je ne connaissais pas son histoire. Je savais que c'était la plus grosse association de parents d'élèves, et qu'on la situait à gauche. Plus tard j'ai compris que les motifs de sa création et les convictions de ceux qui ont accompagné ses débuts étaient essentiels à l'avènement du « parent d'élève ».

C'est sous l'influence de Henri Aigueperse, secrétaire général du syndicat national des instituteurs et de Albert Bayet, président de la Ligue française de l'enseignement qu'a été créée le 26 mars 1947 la « Fédération nationale des conseils de parents d'élèves des écoles laïques ». L'école laïque avait été largement malmenée par le régime de Vichy et, au sortir de la guerre, les forces progressistes souhaitaient une école profondément renouvelée, assurant l'égalité des chances dans le respect de la laïcité. Il s'agissait d'associer les parents à l'édification de cette école et de lui donner des moyens nouveaux de faire entendre leur voix. La FCPE fut ensuite

reconnue d'intérêt public en 1951 et mouvement d'éducation populaire en 1982.

En 1956, Jean Cornec, fils d'instituteur syndicaliste, avocat français, membre de la révolution prolétarienne, est élu président de la FCPE. Farouchement anticlérical, il est trois ans plus tard l'un des organisateurs d'une pétition contre la loi Debré sur les rapports entre les établissements d'enseignement privé et l'Etat, pétition qui réunit plus de 11 millions de signatures. Dans la foulée de la pétition, une manifestation de près de 400 000 personnes est organisée à Vincennes. La loi est néanmoins adoptée et constitue un des marqueurs historiques dans la tension continue entre enseignements public laïc et privé confessionnel, qui jettera des millions de citoyens dans les rues françaises en 1984 contre la loi Savary ou en 1994 contre la réforme de la loi Falloux.

Sous la houlette de Cornec, la FCPE mène de front de grands combats nationaux, se préoccupant par exemple de la question des devoirs à la maison, dont l'utilité n'a jamais été prouvée et qui sont source d'inégalités entre les enfants, en raison des conditions de vie et d'étude différentes des familles. D'ailleurs, le thème du congrès national d'Arcahon en 1956 est le travail scolaire et la santé de l'enfant. La même année, une circulaire ministérielle interdit officiellement les devoirs à la maison mais elle ne sera jamais pratiquement appliquée.

Au fil des batailles, la FCPE acquiert une légitimité incontestable. En 1970, environ 1,2 million de parents d'élèves adhérents lui font confiance pour défendre l'école et les intérêts des enfants. Création des Conseils d'école en 1975, mobilisation contre le projet de modification de la

loi Falloux qui vise à permettre un financement plus libre des écoles privées par les collectivités, opération « carton rouge » au gouvernement contre le projet de budget 2005 pour l'Éducation nationale, statut des parents-élus en 2016, toutes ces batailles auront été remportées grâce à la mobilisation des parents FCPE.

Au plan local, les élus FCPE sont engagés depuis l'origine dans des combats quotidiens afin de répondre aux demandes des parents au niveau de chaque commune. Mais en soixante-dix ans, ces combats ont changé. Parce que l'école a changé, dans la formation des enseignants, dans la formation des élèves. Parce que la population a changé, plus nombreuse, plus variée, plus impliquée, plus revendicatrice, avec des attentes très variées.

Ces dernières années, nous avons travaillé sur de très nombreux sujets de préoccupation pour les parents et les enfants. Comme par exemple le casse-tête des procédures d'orientation et le dispositif « Parcours sup », la lutte contre le bizutage, les procédures disciplinaires ou la mixité scolaire. Nous avons aussi largement abordé le domaine de la santé de l'élève, un facteur primordial pour apprendre, en traitant des questions de la nourriture, du sommeil ou de l'usage des téléphones portables.

En 2020 nous avons réalisé un sondage national avec Kantar Sofres pour mieux cerner l'opinion des parents d'élèves. Pour eux, l'école reste (à 65%) une institution des plus importantes pour le bon fonctionnement de la société. L'école leur inspire inquiétudes et préoccupations (86%) mais reste à leurs yeux un moyen de réussir aujourd'hui (64%). Pour les parents, les principales missions de l'école sont l'instruction, l'épanouissement et le respect des règles, bien

plus que la réduction des inégalités ou l'ascension sociale. Les parents sont plutôt satisfaits quant à la capacité de l'école à remplir ses principales missions, mais une majorité d'entre eux (53%) estime que l'école ne change rien aux inégalités ; pire, 21% pensent que l'école renforce ces inégalités.

Ils sont d'ailleurs 53% à déclarer rencontrer des difficultés pour concilier leur vie professionnelle et le suivi de la scolarité de leur(s) enfant(s).

Enfin, 64% des parents ont le sentiment que l'école en France s'est dégradée ces 20 dernières années. Les aspects à améliorer en priorité à leurs yeux : la discipline, la relation entre l'école et le monde professionnel, ainsi que les méthodes utilisées et l'approche pédagogique.

En soixante-dix ans, la FCPE s'est transformée. Elle est présente sur l'ensemble du territoire, y compris dans les établissements français à l'étranger. Mais désormais, le rapport aux organisations a aussi changé avec la montée de nouvelles formes d'individualisme. La FCPE est devenue indépendante vis-à-vis des syndicats de l'Education nationale, qui étaient présents à ses côtés lors de sa création. Elle s'est installée comme un contre-pouvoir. Cela dérange autant le gouvernement qui n'accepte pas sa position dominante sur la parole des parents, que les anticléricaux historiques qui voudraient lui voir jouer le même rôle qu'en 1956.

Malgré de nombreuses attaques, venues en particulier du côté du gouvernement actuel, la FCPE reste la première association de parents d'élèves de France. Elle compte quelque 280 000 adhérents et 50 448 parents d'élèves élus. Elle a obtenu en début d'année scolaire 2021-2022 un total de 38,75% des sièges dans les lycées et collèges,

et 10,2% dans l'enseignement primaire. Au Conseil supérieur de l'éducation, elle détient 8 sièges sur les 9 réservés aux représentants des parents d'élèves de l'enseignement public.

Enfin le sondage Kantar donne 83% d'opinion positive pour la FCPE. Il semble que les attaques aient raté leur cible !

« Moi, Co-Président »

Je n'ai pas de plan de carrière mais des convictions. Lorsque, en 2018, j'accède à la tête de la FCPE, en binôme avec Carla Dugault, ce n'est pas pour le plaisir de m'asseoir dans un fauteuil de chef. Je porte au contraire, avec Carla, un grand projet de transformation de la Fédération. Nous avons beaucoup bataillé, argumenté, échangé, et fini par convaincre la majorité des adhérents. Nous voilà élus sur cette promesse de changement. A nous de la tenir.

Le changement, tel que je le conçois, commence par la tête. Partisan d'un geste fort dès notre entrée en fonction, je propose à Carla d'instituer la co-présidence, avec à la clé un partage équitable des responsabilités. Quel meilleur symbole pour dire notre attachement à l'égalité femme-homme ? En soixante-quinze ans d'existence, la FCPE a toujours été sous présidence masculine, à une seule exception près. Ce qui est quand même paradoxal dans une association dont la grande majorité des adhérents sont des adhérentes. Cela montre bien la force de cette culture patriarcale capable de faire accepter la domination masculine par celles-là même qui en sont les victimes.

Il fallait que cela change et que l'égalité entre les sexes s'affiche en valeur cardinale de la FCPE. Le symbole de la

co-présidence, c'est le signe de cette disruption pour, enfin, être en phase avec le présent. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan qu'il nous faut affronter. Car ni l'école ni la FCPE ne sont alors prêtes à faire face au tsunami de la connaissance qui est en mouvement. Il nous faut de toute urgence travailler à l'émergence d'un nouveau projet éducatif faisant toute la place à l'écologie, au numérique, aux luttes contre les discriminations, aux interdépendances, à la mondialisation. Voilà la feuille de route, et tout au long de ces trois années, sous notre co-présidence, la FCPE va travailler avec les enseignants et les experts de l'Éducation à l'élaboration de ce projet.

Le poste de co-président est pour moi une sorte de vigie, un poste d'observation privilégié grâce aux remontées d'informations venues des départements. Or, je note, dès les premiers mois de ma prise de fonction, une grande différence entre ce que me dit l'« appareil » militant et ce que je vis sur le terrain. La Fédération se préoccupe beaucoup de ses problèmes internes, pendant que les parents cherchent par tous les moyens les meilleures écoles pour leur progéniture.

Pour mieux appréhender les attentes réelles de ces parents, je propose d'appliquer les méthodes en usage dans le monde politique et économique. Le recours aux sondages. Avec un institut spécialisé, nous lançons une grande consultation sur un échantillon représentatif de parents d'élèves, adhérents ou non à la FCPE, du public comme du privé. Le résultat conforte ce que je pressens depuis un moment. Seuls 20% des parents interrogés se placent dans un cadre d'intérêt général qui défend tous les enfants et pas seulement les leurs. Les 80% restants, en revanche, sont

dans une logique individualiste et clientéliste. Ils privilégient les solutions personnelles, la débrouille, le recours au piston et aux établissements payants pour tenter d'offrir à leurs enfants un parcours scolaire digne de ce nom.

Dès lors, comment convaincre cette grande majorité d'adultes de nous rejoindre autour d'un vrai projet collectif ? Nous avons commencé par opter pour une vaste campagne de communication, traitant de nombreuses problématiques. Nous avons diffusé des affiches sur la violence à l'école, la qualité des cantines, la gratuité des fournitures scolaires et le droit pour les mamans portant un foulard d'accompagner les enfants lors des sorties scolaires. Chacune traitait de thématiques qui n'intéressent jamais tous les parents en même temps. La violence ne touche pas tous les établissements, loin de là ; beaucoup d'écoliers, collégiens et lycéens rentrent encore à la maison pour déjeuner ; beaucoup se débrouillent pour les fournitures scolaires avec les aides diverses. Quant au droit des « mères voilées », qui concerne une infime minorité de cas, il a déclenché une incroyable campagne de dénigrement d'une rare violence, alors que nous n'avons fait que rappeler la loi et le droit. Face à celles et ceux qui ont tenté d'opposer les parents les uns aux autres dans cette affaire, la FCPE a réaffirmé sa volonté de travailler avec toutes et tous, sans distinction. Cette diversité, que j'ai rencontrée la première fois lors d'une réunion de parents adhérents de la FCPE, est une immense richesse pour notre Fédération.

Quant aux donneurs de leçon de laïcité, j'aimerais leur rappeler que la FCPE est née en réaction aux lois de Vichy qui cléricalisaient l'école et qu'elle n'a jamais cessé de défendre la loi de 1905 dite « de séparation des Églises et de l'État ».

Mais pour qu'une loi soit respectée, il faut qu'elle soit comprise. Voilà pourquoi notre Fédération, par exemple, demande depuis des années à ce que le droit et la philosophie soient enseignés dès la maternelle. La laïcité, c'est une démarche philosophique, un chemin vers l'émancipation qui doit trouver sa place dans les apprentissages.

Mais où sont-ils tous ces soi-disant champions de la laïcité quand, dans une école publique, on donne un mot aux enfants pour leur expliquer qu'après l'école ils peuvent faire bénir leurs cartables, comme dans l'est de la France – toujours sous le régime du Concordat ? Où sont-ils tous ces champions de la laïcité quand on se bat dans le Morbihan pour faire en sorte que les gamins puissent avoir la possibilité d'aller à l'école publique, tandis que des élus de la République favorisent les écoles confessionnelles ? Pour certains, la laïcité n'est qu'un thème de campagne pour micros et caméras. Pour la FCPE, c'est un combat de tous les jours, sur le terrain, aux côtés des parents.

Pour autant, nous avons décidé de sortir de la logique de niches qui prévalait dans nos campagnes pour les élections aux conseils de parents d'élèves. C'était indispensable si nous voulions convaincre cette grande majorité d'adultes de nous rejoindre autour d'un vrai projet collectif. Et parler à tous, c'est parler des grands enjeux de société auxquels nos enfants devront faire face demain. Le réchauffement climatique, le bouleversement numérique, l'exacerbation des discriminations sont autant de défis pour le siècle en cours et pour la génération de nos enfants. Parler à tous, au-delà de la défense des intérêts particuliers c'est demander une école capable de leur donner les moyens de faire

face et de surmonter les obstacles à venir. C'est ça démocratiser l'école et faire vivre la République.

Pour élaborer un projet éducatif du XXI^e siècle, pour mettre l'écologie au cœur des programmes scolaires, nous nous sommes appuyés sur l'expertise reconnue de grandes associations et ONG comme Greenpeace ou l'Association végétarienne de France. Nous portons leurs propositions dans l'institution scolaire, afin qu'elles soient prises en compte dans les enseignements dès aujourd'hui. J'assume et je revendique totalement ce rôle, pour la FCPE, de relais entre la communauté éducative et l'expertise venue de l'extérieur. C'est d'ailleurs dans cette logique que nous avons réfléchi à une «Autre Ecole» en auditionnant des experts comme Bernard Stiegler, Philippe Meirieu ou encore Anne-Marie Vaillé, Marc-André Selosse et Philippe Wattrelot.

Ainsi renouvelée, la FCPE ne se contente évidemment pas de réfléchir seulement. Sur le terrain, elle se bat. Aux côtés des collégiens et des lycéens malmenés par la police lors de manifestations, par exemple. Il faut se souvenir des images de Mantes-la-Jolie, en décembre 2018, montrant des lycéens arrêtés par la police, à genoux et les mains sur la tête. Ou de ces élèves d'un lycée de La Rochelle, menacés d'un zéro pour avoir manifesté contre les nouvelles épreuves dites « E3C » du baccalauréat. Chaque fois, la FCPE est intervenue pour défendre les droits bafoués de ces jeunes et faire reculer l'institution. Chaque fois, nous demandons aux parents d'être aux côtés des enfants dans les manifestations afin d'éviter incidents et provocations.

Cette FCPE renouvelée, combative, se retrouve aussi sur ses fondamentaux. Elle se bat pour que l'argent public aille à l'école publique. Ce qui, pour l'actuel gouvernement,

ne semble pas du tout être une évidence et une règle de conduite. Ainsi, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, en étendant l'obligation de scolarisation des enfants dès l'âge de trois ans, a en fait obligé les communes à financer les écoles maternelles privées en raison de la loi Carle qui oblige les collectivités à dépenser autant d'argent pour le public que pour le privé en contrat avec l'Etat.

Cette FCPE a bousculé ses habitudes avec la crise sanitaire causée par le virus Covid19, en favorisant davantage l'expression directe. Pour la première fois, notre bureau national s'est tenu régulièrement avec le conseil d'administration, nos instances départementales (CDPE) se sont réunies toutes les semaines ou deux fois par mois et les adhérents ont pu se parler entre eux via des forums de discussion nouvellement ouverts.

Cette FCPE est montée en première ligne, tout au long de l'épidémie, en demandant très vite la fourniture de savon, de gel hydro-alcoolique, de masques pour les enfants et les enseignants, la vaccination massive des enseignants, ou l'embauche de milliers d'enseignants pour assurer la distanciation à la rentrée 2020... Le gouvernement n'a jamais répondu à nos demandes, dont la plupart ont été prises en compte avec des semaines, voire des mois de retard, sous la pression de la crise sanitaire.

En outre, l'épidémie a eu un immense mérite quand même : celui de mettre en lumière le travail des enseignants et de faire prendre conscience de la réalité de leur tâche. Confinés avec leurs enfants, et toutes leurs contraintes professionnelles et personnelles, les parents ont découvert avec « l'école à la maison » les difficultés du travail des profs et

compris qu'enseigner, c'est un métier, un métier qui s'apprend et qui se respecte. Pendant cette période, alors que le système scolaire s'est effondré, c'est la mobilisation individuelle et solidaire des parents et des enseignants qui a permis de maintenir le lien avec les apprentissages. Ce sont eux qui ont donné corps à la « continuité pédagogique » vantée par les slogans des communicants du Ministre. Voilà bien la preuve, s'il en fallait une, que seule, notre école serait incapable de faire face aux nouveaux défis de la société.

Au terme de ces trois années passées à la tête de la FCPE avec Carla Dugault, j'ai le sentiment d'avoir fait bouger les lignes. Notre fédération est sortie des luttes de clans pour passer dans une ère de réalisations concrètes. Nous avons libéré les initiatives, supprimant pour les conseils locaux la nécessaire autorisation de « l'appareil » pour la moindre action. Nous avons réaffirmé la prééminence de l'intérêt des enfants avant celui de la structure militante.

J'ai, avec d'autres, remis la Fédération aux côtés des enfants. Car le premier devoir des parents, c'est justement de protéger les enfants. Ne l'oublions jamais. Et dans ce but, il va falloir inévitablement nous doter d'un nouvel imaginaire collectif pour l'école, nous intéresser à ce qui se passe à l'intérieur des murs mais aussi aux chemins qui y mènent. Nous doter d'une nouvelle esthétique, plus respectueuse de ceux qui font l'école au quotidien et de son environnement qui ne peut plus être vécu comme un dehors sans lien avec le dedans. Créer cet impensé est indissociable de la mise en place d'une école émancipatrice qui permettra aux enfants de s'affranchir du prêt-à-penser et du prêt-à-consommer.

L'École dans la Cité

Lire, écrire, compter... Apprendre les bases. C'est le rôle que l'école a assumé pendant le gros des deux derniers siècles, et c'est évidemment ce que les parents souhaitent toujours que l'on transmette à leurs enfants – car c'est ce qu'on leur a enseigné à eux aussi, génération après génération. Mais depuis 1932, les autorités lui ont explicitement assigné un autre rôle : le ministère de l'Instruction publique est devenu celui de l'Education nationale. Ainsi, il s'est donné pour mission, entre autres, d'« éduquer » lui aussi, à l'instar de la vie, des familles, des institutions religieuses ou des cercles professionnels. Aujourd'hui, l'école tente d'éduquer, indistinctement, au goût, à la laïcité, au civisme, à l'art, à la politesse, à l'hygiène... C'est d'ailleurs toute la difficulté qu'il peut y avoir à faire vivre ce que l'on appelle la « coéducation » : où s'arrête le rôle des uns ou commence celui des autres ? Je crois pour ma part que l'école a un rôle immense à jouer dans cette « éducation ». La majorité des enfants passent par cette école républicaine et laïque (à l'exception des écoles confessionnelles, en contrat avec l'État ou pas), c'est donc là que l'apprentissage de nos valeurs peut se faire dans l'objectif de créer « du commun » chez ces futurs adultes. L'école ne sert pas exclusivement à former des professionnels performants, qu'ils soient aides-soignants ou présidents de la République. L'école forme les citoyens qui feront le futur. C'est donc bien le lieu où se pense et se met en œuvre le changement.

Ce changement est en rupture avec le récit du XXe siècle forgé sur l'opposition sanglante des Nations, voire des civilisations. Aujourd'hui, comme le dit le capitaine Wat-

son, fondateur de l'ONG de défense des océans « Sea Shepherd » qui, comparant la terre à une navette spatiale explique que « nous sommes embarqués sur un même vaisseau dont nous sommes en train de tuer l'équipage », les élèves doivent apprendre que dans un monde globalisé, nous sommes tous interdépendants. La crise de la Covid 19 le montre d'ailleurs très bien : une pandémie n'a de chance de cesser qu'à la condition que tous les humains en soient protégés ! Cette dimension, il est essentiel de l'apprendre à l'école car ce n'est certainement pas la myopie des autorités politiques ou le provincialisme des médias qui s'y colle-ront. Notre mission éducative est de former les citoyens du monde, pas seulement de la France.

Rien ne peut plus se construire aux dépens de l'autre, et en particulier son bien-être ! Ainsi, pour prendre l'exemple très classique de la voiture électrique : il n'est pas raisonnable de la considérer comme une remplaçante potentielle de la voiture thermique sans se préoccuper de ce qu'elle détruit à l'autre bout de la planète, ni sans réfléchir à la finitude des ressources essentielles à son fonctionnement, *a fortiori* quand ces ressources ne se trouvent pas en France. La voiture électrique, si elle pollue moins chez nous – ce qui reste à démontrer – pollue à l'étranger, par exemple en Argentine avec les mines de lithium, et consomme des ressources épuisables comme le cuivre. D'ailleurs, comme des millions d'autres citoyens, je vis et vois le sens de cette nécessaire résilience : mon bien-être personnel dans mon pays de citoyenneté est intimement lié à celui de celles et ceux qui vivent dans mon pays natal. Et le confort des uns ne peut pas se faire au détriment des conditions de vie des autres. Cette interdépendance doit être expliquée à nos enfants, et

le contrat qui en découle doit être défini et signé par les générations d'aujourd'hui et de demain. Il faut pour ce faire développer un nouveau socle de droits à partir notamment du respect des vivants, tous les vivants, de quelque espèce qu'ils soient, de quelque territoire qu'ils viennent ! Je reste persuadé que l'école reste centrale dans cette élaboration de ce nouveau « contrat d'interdépendance ».

Si l'on est d'accord sur le postulat qu'il faut bouleverser l'organisation du monde pour qu'il reste « vivable » par l'humain, nous serons donc d'accord sur le fait que les enfants doivent être formés de façon à être en capacité de le transformer une fois devenus adultes. Pour cela, selon moi, l'enjeu n'est pas dans la compétition globale pour, par exemple, savoir lire, écrire compter avant les enfants de Hong Kong ou de Taïwan, mais plutôt de penser différemment le rôle de l'école. La repenser entièrement pour permettre à nos enfants d'affronter les immenses défis à venir. Pour faire simple et imagé, la question urgente n'est pas d'apprendre aux élèves à mettre la climatisation dans la voiture mais à trouver la pédale des freins pour ne pas rentrer dans le mur du réchauffement climatique. Modifiée à la marge, elle ne pourra pas faire entrer nos enfants dans le XXI^e siècle ni leur permettre de sauver leur avenir. La promesse républicaine n'est déjà pas trop tenue dans le monde actuel, il ne faut pas s'imaginer qu'elle le sera plus ou mieux dans un monde plus chaud de 2, 3 voire 4 degrés. Pour être tenue, vraiment, la promesse républicaine exige disruption et audace.

Apprendre le monde et ce qu'il devient

Ainsi, lorsque je demande avec la FCPE, aux côtés de Végé-

cantine et de Greenpeace, des repas végétariens au choix dans les cantines, c'est parce que nous sommes déjà dans le monde d'après, celui dans lequel nos enfants devront vivre : où les protéines animales de notre alimentation doivent être drastiquement réduites, tant pour diminuer la pollution et la déforestation générées par les élevages que pour rendre ces terres aux cultures qui nourrissent les hommes plutôt que des animaux que nous consommerons ensuite ; où le bien-être animal est devenu une valeur essentielle ; où chacun doit pouvoir être libre de choisir ses repas. De même, lorsque nous demandons que la philosophie et le droit soient enseignés à l'école dès le plus jeune âge, c'est parce que nous sommes persuadés que nos enfants doivent développer un esprit critique très tôt, apprendre à penser, pour réfléchir différemment ce monde. Lorsque nous disons qu'il faut repenser l'organisation des classes, des cycles, des apprentissages, c'est bien évidemment parce que nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de sortir du simple « lire, écrire, compter ». Lorsque ma rencontre, essentielle et éclairante, avec Bernard Stiegler, m'amène à travailler avec l'Institut de recherche et d'innovation qu'il dirigeait, c'est parce que je vois bien que le rapport au numérique, à la connaissance, à l'enseignement doit être radicalement différent, sous peine que Sapiens disparaisse, remplacé par un nouvel « Homo numericus » !

Mais pour cela, il faut être en capacité d'élaborer des réponses qui soient en rupture totale avec les pratiques actuelles. Aujourd'hui, les enfants ne sont sensibilisés que de façon anecdotique au monde dans lequel ils devront vivre demain. Il faut que cela devienne systématique. Trop souvent la « conscientisation » ne repose que sur les initiatives de

quelques adultes, des parents ou des enseignants plus engagés que la moyenne. Nos enfants restent inscrits dans le récit du XXe siècle, ils ne sont pas invités à questionner l'équipement, l'habillement, l'alimentation, le bâti... Lorsqu'on explique à un jeune que pour mieux respirer il faut réduire les émissions de particules fines et que la voiture électrique est le nouveau Graal, on passe sciemment à côté de l'essentiel. Car la question est bien davantage de savoir si on doit continuer à utiliser des moyens de transport individuels ! Ou si une telle rapidité est indispensable à la qualité de nos vies : est-on plus heureux parce que l'on peut faire le tour du monde en moins de quatre-vingt heures plutôt qu'en « 80 jours »? La question environnementale interroge la dimension des bassins de vie, comme l'a d'ailleurs souligné la pandémie de façon très brutale. Les adultes d'aujourd'hui ont construit leur imaginaire et ont fantasmé leur bonheur à partir d'un monde qui n'existe déjà plus et qu'il est vain de convoquer nostalgiquement. A mes yeux, il est essentiel de permettre à nos enfants de construire leur idée du bonheur à partir du monde actuel. Et je crois que l'école est un acteur incontournable pour cela. Car « tout le monde n'a pas la chance d'avoir des parents écologistes ! » Il faut revoir les enseignements de façon à ce que tous les enfants reçoivent tous les éléments qui leur permettront de concevoir des réponses que nous n'avons pas encore. L'école est centrale pour entamer un changement culturel parce qu'elle va donner ces clés de réflexion en posant les enjeux.

Comprendre le monde et les autres

Egalité femme-homme, violences familiales, féminicides, racismes : aujourd'hui, dans la société et de plus en plus à

l'école, on questionne bien davantage ce qui porte atteinte à l'intégrité physique et morale des enfants en particulier et des individus en général. L'inclusion, avec le handicap et les enfants à besoins particuliers, fait désormais partie, de façon quasi automatique, des revendications parentales. L'identité sexuelle, par exemple des enfants transgenres, devient un sujet. Les nouvelles pratiques alimentaires comme le veganisme interpellent... D'une façon générale, ce qui est en rapport avec le corps et la sexualité a été profondément bouleversé. Ainsi, les questions sociétales sont très présentes à l'école, ce qui est normal puisqu'il ne s'agit plus simplement d'instruire mais aussi d'éduquer. Des sujets aussi sensibles que la laïcité peuvent et doivent être abordés, expliqués, aux enfants comme aux parents – pas assénés lors de campagnes de communication maldroites et discriminantes par un Ministère prisonnier de ses préjugés culturels. Quand la FCPE défend le droit des mamans qui portent un foulard à accompagner les enfants en sortie scolaire, elle veut rappeler et montrer qu'il y a de la coopération à l'école, de la solidarité, de l'engagement. Ces mamans, même avec leur foulard, sont des femmes de la République et ont les mêmes droits que les autres dès lors qu'elles-mêmes respectent la loi. Ce faisant, la FCPE contribue à combattre l'emprise des paniques morales et à sortir des peurs collectives, tout en rappelant éventuellement à ces mêmes mamans que tout prosélytisme est interdit à l'école. De cette manière, elles font elles aussi l'apprentissage de ce qu'est la laïcité. La République doit tenir ses promesses de liberté, égalité et fraternité, si l'on souhaite que ni les religions ni les extrémismes servent de nouveau ciment social. La société d'aujourd'hui comme celle de

demain doit davantage se construire sur le consensus, la non-violence pour justement mieux répondre à la violence de ce monde inconnu dont on peut seulement dire qu'il sera demain de plus en plus hostile à l'humain.

Ainsi, travailler sur la notion de consentement avec les élèves permettra sans doute de faire des adultes moins violents mais aussi de permettre à des parents d'évoluer sur certaines pratiques grâce à leurs échanges avec leur descendance, comme d'intégrer le fait qu'on ne tape pas un enfant parce que « il l'aurait bien mérité ». Un coup porté n'est pas un acte éducatif et ce n'est pas parce qu'on en « aurait bavé » avant eux qu'on serait obligé de reproduire génération après génération les mêmes blessures sur les enfants. Apprendre en classe à un élève qu'il est interdit d'être homophobe, raciste ou encore sexiste et de lui expliquer pourquoi moralement la société a évolué sur cette question grâce à des cours de droit et de philosophie tout au long de sa scolarité aboutira nécessairement à une meilleure assimilation de ces notions, offrant ainsi une chance de faire reculer la violence. Il est tout aussi urgent que les élèves apprennent à bien connaître leur corps pour les éduquer au bien-être, en pratiquant avec eux des techniques de relaxation, de yoga, de méditation... En réalité, tout cela est déjà implicitement contenu dans les objectifs fixés aux enseignants, mais sans qu'ils y soient correctement formés, sans que cela soit suffisamment mis en valeur, en somme sans que les moyens ne suivent – en particulier à cause d'un système d'évaluation et de notation axé sur la sanction, qui punit plutôt qu'il ne valorise, qui sacralise les connaissances académiques et marginalise les savoirs permettant de prendre soin de soi et des autres ! Une société

qui ne donne pas les mêmes chances à ses enfants, qui ne leur permet pas de grandir dans un cadre apaisé, ne pourra pas aborder pacifiquement les décennies à venir.

L'intérêt général

Si la FCPE repose sur un socle de valeurs qui prônent l'intérêt général, si elle continue de créer du commun, elle doit cependant affronter des courants contraires qui nous entraînent vers d'autres rivages, ceux de l'individualisme, du clientélisme, du déni de solidarité. J'ai eu à cœur, au sein de la FCPE, d'œuvrer pour une citoyenneté égale. Par ses combats et ses valeurs, la FCPE est l'une des principales organisations de résistance à l'individualisme qui ronge l'école. D'ailleurs, les parents en tant qu'anciens élèves n'échappent pas à cela, comme en témoignait notre sondage Kantar qui montrait que, dans leur très grande majorité, les parents se conforment complètement aux trajectoires de compétitions sociales et individuelles pour leurs enfants. Seule une minorité opte pour un parcours collectif d'intérêt général. Mais il est difficile de déconstruire un système qui, *in fine*, n'encourage que la réussite individuelle et, ce faisant, ne s'inscrit pas dans une dynamique collective. On en veut pour preuve l'omniprésence du principe fondateur dans l'imaginaire de l'excellence à la française : le concours ou l'examen éliminatoire, et la manie des classements, même au bac. Je rappelle au passage que le premier des concours est celui qui permet le recrutement des enseignants du Capes à l'agrégation, quand ils ne sont pas passés par Normale Sup, déjà. Comment nos professeurs pourraient-ils d'ailleurs transmettre autre chose à leurs élèves que cette idée de compétition pour l'excellence quant eux-mêmes

sont issus de ce principe ? Ainsi, de façon insidieuse, l'école apprend culturellement qu'il ne faut pas s'entraider, elle repose sur la guerre sociale reproduite dans le système scolaire.

Pour sortir de cette schizophrénie mortifère, il va falloir valoriser d'autres choses et supprimer cette compétition permanente qui a construit l'école. Cela signifie par exemple que les évaluations des enfants vont devoir se faire sur d'autres compétences, comme la capacité à être coopératif, solidaire, à faire preuve d'initiative. Quand au Japon les élèves doivent à tour de rôle nettoyer les toilettes de leurs établissements, on voit bien que ce qui se joue est très différent de ce que nos enfants apprennent dans notre école où c'est un adulte, payé pour cela - le plus souvent une femme - qui nettoie leurs toilettes derrière eux. Le jeu de la stratification sociale commence tôt.

Valoriser la solidarité, la réussite collective tout en encourageant le dépassement de soi, le travail sur soi, le bien-être personnel, ne fera pas de nos enfants des adultes bisounours et naïfs. Au contraire. Je suis persuadé que c'est tout l'inverse. Mais si on ne change pas de récit, si les logiques de prédation perdurent, si l'école continue de former nos enfants à l'idée qu'il faut être seul le meilleur ou encore que nos ressources sont infinies, nous aurons bien du mal à permettre aux générations futures de préserver la continuité de l'humanité.

L'égalité des chances, vraiment ?

Nous voyons bien que ceux-là même qui sont à tous les étages de la gouvernance de notre pays et qui maîtrisent parfaitement ce darwinisme social nous ont aussi mené

dans l'impasse dans laquelle nous sommes. Ce sont eux qui nous ont conduit dans ce monde à bout de souffle et qui ne savent pas comment nous en sortir parce qu'ils sont dans l'incapacité de même esquisser de nouveaux modèles, des imaginaires alternatifs. Les hauts-fonctionnaires ne parviennent pas non plus à sortir du moule qui les a façonnés, ils ne parviennent pas à s'extraire de l'idéologie dominante. La grande majorité des possédants reproduisent ce qu'ils ont appris car ils ne savent pas faire autrement ; surtout, ils n'ont aucun intérêt à le faire puisque c'est justement ce qui leur garantit leur statut, à eux et à leur descendance.

L'école s'accroche à ce récit du XXe siècle qui s'appuie sur l'idée de la réussite scolaire comme base de la réussite sociale. Cette réussite scolaire se traduit par « de bonnes notes » dans les « bonnes matières » et une capacité à s'approprier le message dominant sans le remettre en cause. Ce n'est qu'à ces conditions que l'on pourra avoir un « bon » métier. C'est-à-dire un métier où l'on gagne bien sa vie, où l'on peut diriger celles et ceux qui auront eu de moins bonnes notes à l'école... Les critères de la réussite sont ceux de la bourgeoisie du XXe dans un premier temps, puis de la génération « du fric, c'est chic » qui transforme tout le monde en consommateur et donc les citoyens-usagers en contribuables-clients de l'école. Pourtant, ce principe méritocratique s'appuie sur l'affirmation que nous serions tous égaux à la naissance, qu'il suffirait de bien travailler à l'école pour accéder à ces bons boulots, et que des mesures visant à assurer « l'égalité des chances » suffiraient à combler les fossés qui existent entre les enfants...

Ce récit auquel le plus grand nombre adhère, selon lequel nous sommes tous égaux, nous avons tous les mêmes

chances, ou qu'à tout le moins, l'Etat nous garantit les mêmes chances de réussite se résume en deux mots : l'élitisme républicain. Si l'on travaille bien à l'école, on pourra intégrer l'élite de la société, voire l'élite dirigeante. La méritocratie est la méthode et l'élitisme l'idéal. Il s'agit de mener une course scolaire pour être parfaitement armé dans la course sociale qui s'ensuivra, dans un esprit de compétition affirmé et assumé. On peut ainsi sans hésiter parler de darwinisme scolaire pour un darwinisme social. Pour que cela soit acceptable et que tous puissent théoriquement franchir les obstacles, les ministères mettent en place des séries de dispositifs permettant de remédier aux discriminations (argent, handicap, maladie, territoire, genre...). Il faut faire ses gammes avec l'espoir de devenir général. Mais dans cette course aux médailles, il y a quand même des pertes, comme par exemple tous ces gamins qui sortent de l'école sans diplôme.

Moi, je ne crois pas que l'école permette cette « égalité des chances ». Elle a pu, à une époque, donner le change, quand la plupart des enfants étaient exclus du système scolaire, et que la plupart d'entre eux n'allaient pas jusqu'au bac – alors oui, le parcours d'un Albert Camus ou d'un Pierre Bourdieu venait conforter aux yeux du grand nombre le mythe de la méritocratie républicaine. Mais aujourd'hui, avec la massification de la scolarisation, elle ne peut plus faire semblant. Sans changement de paradigme, jamais aucune mesure ne pourra « réparer » l'inégalité sociale : jamais aucune mesure ne permettra à un élève issu d'une famille pauvre d'avoir les mêmes chances qu'un enfant riche, vivant dans un quartier protégé, ayant accès à tous les codes (parler sans accent, avoir une syntaxe parfaite,

avoir été aux musées, savoir « bien » se comporter en société, avoir appris des langues étrangères... à l'étranger, etc.). Les exceptions des réussites individuelles n'infirmement pas les règles de la reproduction sociale. Au contraire, c'est pire : elles les justifient et font porter à ceux qui échouent la responsabilité de leur « échec scolaire et social ». Elles enfonce le clou dans le cercueil des désillusions méritocratiques.

Je perçois bien la difficulté qu'il va falloir collectivement affronter : comment nous, tous, allons-nous parvenir à nous engager dans de nouveaux chemins alors même que notre esprit est branché sur « l'ancien monde ». Je suis persuadé que cela passe en fait, en priorité, par un changement et une révolution culturelle de l'école. Le système va devoir intégrer l'expérimental comme norme, tout comme l'économie se nourrit des circuits courts – bassin de vie, bassin d'éducation, bassin d'emploi. Un système qui permette la multitude de systèmes, des écoles, et la liberté pédagogique intégrale. C'est l'école qui donnera les codes pour que chacun puisse mieux vivre l'avenir. C'est par cette école publique que nous créerons les conditions et les objectifs de l'intérêt général.

L'école dans la ville

J'ai toujours pensé que l'école était un lieu structurant de la ville. J'entends évidemment par école tout établissement scolaire, c'est-à-dire l'école maternelle et élémentaire, le collège ou le lycée.

L'école est un élément structurant de la ville parce que, chaque matin, des milliers d'enfants, accompagnés ou non de leurs parents, s'y rendent : pendant 15 ans, 10 mois sur 12, ils y

passeront au moins 6 heures par jour, et ce 4 à 5 jours sur 7... L'école commence par organiser le quartier. Souvent, celui-ci porte le nom de l'école dans la mesure où ces établissements servent aussi de bureaux de vote et qu'il devient alors facile de structurer un quartier en fonction de ses électeurs !

L'école est aussi notre lieu-commun. Elle est un lieu public, lieu de rassemblement et lieu de discussion sur les parvis, une agora moderne en quelque sorte. D'une certaine façon on y fait aussi de la politique. Mais c'est aussi un lieu où se lient les amitiés, entre enfants, entre parents.

L'établissement scolaire est structurant parce qu'autour de lui se situent nombre de commerces et de services – et d'autres comme les débits de boisson y sont en théorie interdits. À partir d'une école, on peut déterminer les cheminements des enfants et de leurs parents. Des trajets qui vont se faire à pied ou à l'aide de différents moyens de locomotion : voitures, deux-roues... Ces déplacements quotidiens impliquent un mode de déplacement qui est à la fois décidé par les parents mais aussi et surtout organisé par la ville. Les chemins choisis le sont pour de nombreuses raisons : sont-ils sûrs, sont-ils bordés de commerces, sont-ils attractifs, sont-ils rapides ?

Le cheminement utilisé va permettre de découvrir et de s'appropriier des paysages urbains ou ruraux, denses ou clairsemés comme les zones pavillonnaires ou les blocs de centre-ville. Le paysage appartient à celui qui le regarde. Mais bien souvent il a été décidé par ceux qui n'habitent pas la ville où qui n'habitent pas le quartier. Les paysages observés chaque jour modifient les attitudes de ceux qui les regardent : barres, tours ou pavillons, architectures

contemporaines ou historiques, paysage rural ou urbain. Il y a en outre le paysage sonore. Chant des oiseaux, bruit du vent ou fracas des voitures, camions et deux-roues. Air de la campagne ou celui des villes et des cités.

Lors de ces déplacements, on côtoie du mobilier urbain : potelets, candélabres, poteaux, et on constate l'absence de bancs, d'urinoirs, les trottoirs encombrés, et les abribus ouverts au vent qui ne protègent que peu de personnes. Cheminer avec une poussette pour enfant relève dans certains endroits du parcours du combattant. J'ai souvent remarqué qu'il y avait plus de femmes sur les trottoirs, des femmes accompagnées d'enfants ou de personnes âgées, des femmes avec des poussettes ou des Caddies remplis de provisions. Les hommes sont plus souvent dans les voitures ou sur des 2-roues et dans la rue. On se dit que la conception du mobilier urbain et le choix des trajets est le fait d'hommes et non de femmes, sinon les tailles, les formes et les fonctionnalités seraient bien différentes.

On aimerait évidemment rencontrer plus de squares, plus de verdure mais aussi des jardins botaniques ; pourquoi ne pas faire du chemin vers l'école un lieu de découverte et un lieu d'étude ?

L'école est aussi un lieu qui produit de la richesse. La construction d'une école ou d'un groupe scolaire coûte facilement entre 11 à 12 millions d'euros pour une vingtaine de classes. Suivent la conception et l'achat de mobilier, l'achat de fournitures et de manuels scolaires, les salaires des enseignants, etc. L'école est entourée de commerces qui vivent grâce à l'école : commerces de bouche, presse et librairies quand elles existent encore, papeteries, magasins de vêtements... il y a donc toute une économie autour de

l'école. Celle-ci aujourd'hui est conçue et construite par la ville, par le département pour les collèges, ou par la région pour les lycées. Elle participe à l'économie de ces territoires. A propos de la conception et la construction, il y a bien sûr des discussions avec l'Éducation nationale, mais sur ces sujets, les parents d'élèves sont rarement invités à donner leur avis. Et pourtant, ce sont eux, avec leurs enfants, qui en sont les premiers utilisateurs. Il faudrait donc réfléchir à un nouveau système où l'on anticipe collectivement la construction des écoles.

Si on prend l'exemple de l'Ile-de-France, l'État y impose la construction de 70 000 logements par an avec, pour chaque commune, un quota. La construction de nouveaux logements implique l'arrivée de nouvelles populations, souvent des jeunes couples avec enfants. Elle implique la création de nouveaux services publics : crèches, écoles, collèges, gymnases, piscines... D'ailleurs, les architectures choisies s'accommodent fort mal des confinements que nous subissons aujourd'hui : pièces étroites, peu de place pour du mobilier, absence de balcons...

La construction d'une école ou de logements collectifs dure environ trois ans. Quand on construit de nouveaux logements, il faut penser en même temps à la voirie, aux squares, à la construction d'établissements scolaires : école maternelle, élémentaire puis quelques années après un nouveau collège et enfin un nouveau lycée. Il faut donc trouver des parcelles constructibles et anticiper des années à l'avance ces nouvelles constructions et tout ce qui va les entourer et sera nécessaire aux futurs habitants : commerces, établissements culturels tels que les médiathèques ou les cinémas, équipements sportifs. Cela représente des

dizaines de millions d'investissement. Et pourtant, souvent ces constructions sont mal pensées, parce trop peu anticipées. Finalement, elles sont souvent le résultat de grandes erreurs qu'on paye durant des décennies.

Sans lancer de nouveaux débats sur la démocratie participative, je pense qu'il est nécessaire d'impliquer les parents d'élèves dans la vie de la cité au sens propre, c'est-à-dire dans l'urbanisme, au même titre que d'autres associations. Un projet correctement débattu deviendra le projet de tous. Une école pensée par tous, incluant aussi les personnels éducatifs, les parents et les enfants répondra davantage aux besoins de tous ses utilisateurs et sera aussi plus respectée : elle deviendra réellement un bien commun.

Regard sur la politique : le chemin

Est-il seulement possible de continuer « comme avant » ? Nos habitudes de vie, de consommation, construites sur plusieurs décennies, peuvent-elles vraiment perdurer ? A mon sens, la réponse est non. L'extrême urgence climatique nous le démontre chaque jour davantage, tout comme les urgences numérique, sociale, démocratique. Et si nos modes de vie doivent être bouleversés, « révolutionnés », pour faire face au désastre environnemental, social et économique actuel, il est impensable que cela se fasse sans l'école. Je suis convaincu qu'elle est même au centre du changement civilisationnel à mener. Il ne s'agit pas de changer l'école pour simplement la réformer, mais la faire changer de dimension pour permettre à nos enfants d'avoir un avenir dans un monde radicalement transformé. Finalement, notre boulot c'est d'abord d'accompagner ce basculement, comme cela s'est toujours fait au fil des siècles, où

les modes de transmission des savoirs ont évolué avec les changements historiques.

Au XXI^e siècle, puisque nous sommes dans la globalisation, la mondialisation et la massification, la logique est de ne plus enseigner la même chose qu'il y a même ne serait-ce que vingt ans. Notre réel exige de nouveaux objectifs que l'école doit intégrer à sa mission. La réponse ne peut être superficielle et réduite à des enjeux techniques. Autrement dit, lorsque l'on parle du bac par exemple, la question n'est pas de savoir si on installe le contrôle continu ou pas, mais bien plutôt de savoir pourquoi on évalue ce qu'on évalue, et comment.

Cela appelle deux questions. La première est de savoir comment l'école va pouvoir adapter ses objectifs, donc son mode d'organisation, en peu de temps, aussi radicalement ? La deuxième, qui me préoccupe tout particulièrement, est de savoir comment les parents vont pouvoir accepter cette disruption, qui s'apparente à un saut dans l'inconnu. Ils vont devoir faire un pari angoissant – nous allons devoir les rassurer !

L'accélération des transformations de notre univers a fini par mettre tout le monde face à une nouvelle réalité. La prise de conscience s'est faite à tous les niveaux, des paysans confrontés aux catastrophes climatiques régulières jusqu'aux chefs d'État qui doivent gérer des tsunamis sanitaires ou des chefs d'entreprise déstabilisés par des cyberattaques. Pour autant, le constat n'entraîne pas forcément une volonté de changement chez des citoyens dont l'esprit n'a pas été formé à embrasser l'inconnu. Il est bien difficile de parcourir le chemin qui les mènerait à agir autrement sur ce monde d'interdépendances. Le pari est d'instruire

nos enfants de façon à ce qu'ils comprennent qu'ils doivent sortir des logiques de prédation de leur environnement. C'est donc avec une compréhension incomplète des enjeux qu'il va leur falloir accepter un basculement dans leur représentation du monde. Plus simplement, comment les parents vont-ils accepter que ce ne soit plus la compétition scolaire dans l'acquisition des savoirs complexes qui prépare leurs enfants à devenir des adultes mais plutôt des qualités comme par exemple la débrouillardise ou l'ingéniosité (ce que les Grecs appelaient la « mètis »), la solidarité, la coopération ainsi que diverses compétences manuelles ?

Le préalable à toute transformation est, à mon avis, une forte volonté politique. Il me semble que la première des choses à mettre en œuvre pour une transformation radicale du système éducatif, c'est de changer les formations des enseignants, leur recrutement, les contenus pédagogiques, les modes d'évaluation, les attendus, renforcer l'autonomie des équipes pédagogiques... Rien de très nouveau dans ces propositions, j'en conviens. Mais si la plupart des politiques peuvent être d'accord avec cela, la différence qui peut exister entre les « réformateurs » et les « révolutionnaires » repose tout d'abord sur la définition des objectifs et ensuite sur la façon de les atteindre. Ainsi, quand J.-M. Blanquer propose le dédoublement des petites sections pour que l'allègement des effectifs permette de meilleurs apprentissages, son réformisme conservateur n'atteint pas les objectifs qu'il s'est fixés. Les évaluations nationales des acquis des élèves de CP et de CE1 montrent que nos enfants ont toujours autant de difficultés en matière de maîtrise de la langue ou de mathématiques. Cela démontre

que la baisse des effectifs n'est pas une réponse suffisante aux difficultés d'apprentissage des enfants : il a réformé, mais sans toucher à l'essentiel, à savoir la formation des enseignants, les contenus programmatiques, la structuration des groupes classes.

La première des conditions pour que le monde enseignant devienne un acteur positif de ce changement est évidemment une revalorisation de son métier, tant sur le plan des rémunérations que sur celui des conditions de travail. Il est aussi nécessaire de repenser leur formation en misant sur une formation post-bac pour des élèves-stagiaires rémunérés dès la première année.

Si la baisse des effectifs est une bonne chose pour faire face aux retards cognitifs et à la hausse des troubles de l'attention des élèves, si la revalorisation des salaires, alignés *a minima* sur la moyenne des pays de l'OCDE, est une évidence, cela ne répondra pas non plus à la nécessité de faire évoluer le métier de l'enseignant : il faut élaborer de nouvelles réponses au quoi, pourquoi et comment on enseigne.

Les profs doivent aussi être pleinement intégrés à l'élaboration des mesures à mettre en place pour atteindre les objectifs définis par le politique. Le succès repose sur la capacité des gouvernants à mettre en place une concertation véritable avec tous les partenaires, dans une logique de cogestion. Il faut aussi accepter l'idée du temps long. En Finlande, le changement du système éducatif a pris plus d'une vingtaine d'années ! C'est d'ailleurs ce qui est difficile, demander à un gouvernant de mettre en œuvre une « révolution » dont il ne verra probablement pas les résultats et qui ne lui rapportera donc aucun bénéfice sur le plan électoral...

Pour que cela réussisse, il faut aussi que le plus grand nombre

adhère à ce nouveau projet. Sans doute en commençant par rappeler que l'école aujourd'hui ne remplit plus son rôle. Même si l'on se refuse à voir dans les différents classements internationaux l'alpha et l'omega de toute réflexion, on ne peut passer à côté des notations catastrophiques de l'école française, tant dans le classement Pisa que dans d'autres études, qui placent la France en queue de peloton en ce qui concerne l'apprentissage des mathématiques, pourtant si indispensables à l'élaboration d'une pensée conceptuelle et rationnelle. Les « usagers » de l'école ne peuvent que désirer un changement pour obtenir une amélioration de ces classements, pour bénéficier d'une meilleure image qui profitera nécessairement à toutes et tous.

De même, l'école française est reconnue comme l'une des plus inégalitaires de l'OCDE, ce qui fragilise la notion de l'intérêt général. Rares sont les parents qui ne souhaiteraient pas changer cette situation. La promesse d'une école différente, qui permettra de réduire la reproduction des inégalités sociales, peut aussi rendre la « révolution » scolaire plus désirable. Tous les acteurs de l'école doivent trouver leur compte dans la « révolution scolaire », à commencer bien sûr par les enfants. Pour qu'ils puissent évoluer le mieux possible à l'école, il faut que chaque élève ait un rapport individualisé à l'enseignement, que les pédagogies soient adaptées à chaque profil, tout comme les projets pédagogiques qui doivent mieux tenir compte de leur environnement spécifique, où l'école s'adapte à l'élève, et pas l'inverse.

L'idéal républicain qui prête à chacun et chacune les mêmes chances de réaliser ses rêves est aujourd'hui une réalité pour de moins en moins d'enfants : ce fameux ascenseur social peine de plus en plus à grimper les étages. Mais si la

promesse républicaine est davantage tenue, si l'avenir des enfants paraît moins compromis grâce à une école mieux adaptée aux défis à relever, en particulier dans l'acclimatation à un monde connecté et en crise climatique, nous réussirons, ensemble, à entrer dans une nouvelle ère scolaire.

A y bien réfléchir, il existe une formule miracle pour écrire ce récit alternatif : la confiance. Comme l'argent qui n'a de valeur que parce qu'on y croit, l'adhésion à une nouvelle organisation scolaire ne se fera qu'à la condition que la majorité d'entre les citoyens croient en sa capacité à mieux former nos enfants, à bâtir une société pacifiée, harmonieuse, entre les individus eux-mêmes, entre les individus et leur environnement. Cette croyance repose sur la confiance. Une confiance aujourd'hui perdue entre le citoyen et la classe politique, que seule la mise en actions conformes à ses projets permettra de retrouver.

C'est parce que je suis un citoyen militant que je réfléchis à un certain nombre de propositions qui, portées dans le champ politique, permettront j'en suis sûr de faire muter l'école et enfin de renouer et de réparer ce lien entre les citoyens et leurs responsables politiques. Simplement, de retrouver la confiance, l'espoir.

Six bonnes raisons pour faire disrupter l'école

1 - L'intellectuel et le pratique

Drôle d'évolution que cette école française qui, au fil des siècles, a séparé les deux moteurs de l'évolution humaine. Comme si l'usage des mains devenues honteuses et sales représentait le pire de l'homme à l'image du dégoût fan-

tasmé de la graisse des voitures sous les ongles de ceux qui réparent les automobiles. Alors que la tête a réfléchi à une civilisation axée sur le développement de l'automobile, on aura rendu sales et méprisables les mains qui l'entretiennent ! Tous ces métiers qui réparent, qui entretiennent, qui font tourner notre société ont pourtant été les « premières lignes » à affronter la Covid. Ce sont ceux-là même qui, au fil des orientations scolaires, viennent grossir les rangs des métiers méprisés par l'école. Ce sont ces filières qui nous ont permis de continuer à vivre pendant le confinement et qui sont le produit du recyclage cynique des échecs scolaires. Les campagnes de pubs des ministères pour valoriser le « pro » s'affichent au même rythme que ces réformes qui ont dépossédé le « pro » de l'enseignement des matières de culture générale. C'est un contresens éducatif et une fabrique de la violence. Dans le monde-qui-est et dans celui qui-vient, nos enfants doivent apprendre que le travail manuel est aussi digne que le travail intellectuel et que les écarts de salaire reposent d'abord sur la dévalorisation des métiers issus des formations professionnelles. Phénomène auto-entretenu par celles et ceux à qui l'école assure un statut « supérieur », c'est collectivement qu'il convient d'imaginer une école qui n'oppose pas la main à l'esprit, mais qui enseigne la nécessité d'éduquer aux deux pour réapprendre à marcher sur ses deux jambes. Faire société après l'école implique de faire école ensemble. Les établissements ne doivent plus séparer les enfants comme on sépare le bon grain de l'ivraie, mais les rassembler dans un même lieu partagé. Les programmes scolaires doivent pour cela comprendre une partie des apprentissages qui réunissent et valorisent chacune et chacun dans

ce qu'il aime et sait dire et faire sans hiérarchiser. Le « pro » a autant besoin de comprendre la technique que « l'intellectuel », en particulier à un moment de notre histoire où la technologie liée au numérique bouleverse nos rapports à la production et à la diffusion des savoirs, à un moment où survient la perte du sens et se renforce l'aliénation liée à la perte de contrôle d'une technologie qui s'autonomise et nous automatise à la vitesse de l'internet. Le « pro » a autant besoin de philosopher que « l'intellectuel » pour se comprendre et se situer dans le rapport à soi et au monde. Tout comme « l'intellectuel » a besoin d'apprendre à jardiner, à réparer, à créer aussi avec ses mains.

• **Proposition 1 : Transformer toutes les écoles en établissements polyvalents avec des classes polyvalentes, et dispenser en élémentaire et au collège des cours d'éducation manuelle et technique pour toutes et tous (coutûre, jardinage, mécanique, cuisine, etc.). Dans le secondaire, instaurer le lycée unique avec un tronc commun combinant à parts égales les disciplines intellectuelles et les savoirs pratiques, auquel s'ajoutera une spécialisation académique ou technique.**

2 - Le numérique

L'école n'est pas prête à affronter l'avènement du numérique. Elle ne prépare pas les nouvelles générations à faire face à cette taylorisation qu'induit la transformation accélérée de métiers en simples emplois, ni à gérer les impacts sur notre santé de notre exposition au « business du numérique ». Il nous faut de toute urgence travailler à l'émergence d'un nouveau projet éducatif qui permette de maîtriser cette technologie et donner les moyens à la recherche

universitaire de produire les savoirs indispensables aux enseignants pour pouvoir reprendre le contrôle de leur métier. La recherche doit nous permettre d'interroger les enjeux des questions liées au passage de l'homme moderne à l'homme augmenté. Qui peut dire sérieusement que l'omniprésence de la technologie numérique n'aura pas la même force d'impact que lorsque nous sommes passés des moines copistes à l'imprimerie ? On ne peut pas appliquer les règles du XXe siècle enseignées à l'école pour faire face à une technologie qui s'est accélérée de façon exponentielle au XXIe (de l'intelligence artificielle aux smartphones...) ! Il faut leur permettre de concevoir un monde en 0 et en 1 qui ne peut pas suivre le même modèle de développement de l'industrialisation du XXe siècle, sauf si nous souhaitons être les responsables de notre propre extinction.

Quand les enfants de maternelle dessinent à l'école, commencent à former des lettres, ils sont en train d'apprendre à maîtriser une technologie, celle du crayon, qui n'a pas toujours existé dans notre histoire. C'est parce qu'ils maîtrisent cette technique qu'ensuite ils pourront écrire. De la même façon, l'usage d'un microscope n'est maîtrisé, en tant que technologie, qu'à la condition d'apprendre le fonctionnement des lentilles et le calcul des angles. Autrement dit, utiliser une technologie sans avoir les connaissances et les savoirs suffisants, c'est faire de son utilisateur un simple usager. C'est parce que l'on n'a pas ces notions que les enseignants en sont réduits à n'expliquer à leurs élèves que le mode d'emploi des outils numériques. Je pense, comme nous en échangeons avec Bernard Stiegler sur ces sujets, que l'utilisation des outils numériques en classe ne devrait se faire qu'une fois acquise la maîtrise de l'écriture gra-

phique. Pour intégrer le numérique au sein des écoles, il faut donc profondément bouleverser les programmes. Par ailleurs, le traçage des données à des fins commerciales doit être combattu. L'école ne peut pas être un réservoir d'informations pour les acteurs économiques du numérique. Ni un public captif pour lui vendre tout et n'importe quoi. Comme quand un moteur de recherche bridé dédié aux élèves s'est débridé pour des raisons financières et a permis l'accès à des films pornographiques à ces élèves...

• Proposition 2 : Interdire l'accès aux enfants de moins de 3 ans à tout support numérique. Apprendre à disséquer l'outil numérique et le codage à partir de l'âge de 6 ans.

Investir massivement pour le développement d'un service numérique national qui permette de diffuser des contenus pédagogiques sécurisés, avec des serveurs qui respectent la réglementation de protection des données françaises et en s'adossant autant que possible sur la technologie du logiciel libre.

3 - En finir avec « l'école après l'école »

Quatre jours ou quatre jours et demi d'école, la question n'est plus là. D'autant plus qu'au collège et au lycée ce n'est même pas une réalité... En provoquant le recours au télétravail des élèves, faussement appelé « école à la maison » par le ministre de l'Éducation nationale, la pandémie a montré les limites du « temps scolaire ». Elle a ainsi entraîné la déconstruction de l'emploi du temps, l'impossibilité de distinguer ce qui relève de l'enseignement du loisir, l'arbitraire de l'heure de cours et de ses servitudes. Avec,

comme corollaire, la perturbation des cycles du sommeil, des troubles de l'attention. Les jeunes ont aussi développé l'idée que l'on peut travailler partout et n'importe quand dès lors qu'ils disposaient du bon manuel ou de la bonne application, consultables à tout moment. Cette absence de cadrage et de limite est à mon sens néfaste...

Outre le fait que nous ne voulons pas que les enfants apprennent un ordre social et se projettent dans un avenir professionnel où ils seraient mobilisables à tout moment et en tous lieux, le temps scolaire, comme le temps du travail, doit s'arrêter aussi pour permettre aux autres temps (familial, sportifs, culturels, etc.) de prendre place car ils participent également au bien-être et à la construction de l'enfant.

L'organisation de la journée de l'enfant doit donc être repensée : ce qui implique une révision du calendrier scolaire avec des vacances d'été écourtées et un nombre de jours d'école augmenté. Cela doit aussi s'accompagner d'une réduction quotidienne du temps passé en classe pour laisser du temps à d'autres formes d'activités essentielles comme le sont le sport, les arts, une pratique éducative manuelle et technique... avec des objectifs éducatifs nationaux à atteindre. Il s'agit également de laisser du temps aux élèves pour entreprendre et réaliser des tâches individuelles, sur des temps courts. Cela implique aussi une meilleure coordination entre l'équipe éducative pour ne pas surcharger les élèves d'évaluations ou de devoirs au même moment.

• Proposition 3 : Une loi pour réorganiser le travail scolaire et le proscrire en dehors du temps scolaire, de la maternelle au lycée.

4 - Consommer sans nous consumer

Le verdict est sans appel. Une très grande majorité de parents sont dans un rapport de consommation de l'école et si, pour l'essentiel, ils respectent l'institution scolaire, ils sont de plus en plus nombreux à se fier davantage à leurs réseaux personnels plutôt qu'aux institutions collectives. Quoi de plus logique quand on leur a appris qu'ils pouvaient consommer sans payer les coûts environnementaux, qu'ils pouvaient acheter sur une plateforme en ligne sans s'occuper des conditions de travail de celles et ceux qui y travaillent, qu'il leur était possible de manger des poulets élevés dans des conditions indignes de notre humanité... Ces parents d'aujourd'hui sont le fruit d'une société où on leur a appris que l'argent était la valeur de toute chose, l'horizon indépassable. Quand même les monuments historiques se drapent de publicités automobiles pour financer leurs travaux de rénovation, quand tous les parents deviennent eux-mêmes des promoteurs de la surconsommation, il ne reste que l'école pour essayer de changer tout cela. De la même façon que notre planète ne supportera pas le remplacement de la voiture à essence par l'électrique à l'échelle de 8 milliards d'habitants, il faut permettre aux nouvelles générations d'inventer les clefs et les leviers pour agir sur le XXI^e siècle.

Du bâti à l'urbanisme, les écoles sont en fait de vrais leviers économiques, sociaux et environnementaux. Pour sortir du modèle consumériste dépassé, faisons en sorte que nos écoles soient construites avec des matériaux locaux : pourquoi importer du sable jusqu'à l'épuisement des limons à l'autre bout de la planète ? Aujourd'hui on sait faire des briques solides et isolantes en argile, on sait faire des puits

canadiens qui climatisent naturellement, on sait chauffer sans pétrole ni électricité nucléaire. L'école sait servir des repas préparés en circuit court. L'école éduque à la prise de conscience, rien n'est anodin, l'école transmet des valeurs que l'on peut et doit transformer en normes. Il est temps d'y imposer l'éco-responsabilité comme un avenir désirable et indispensable à la conscience d'être tous et tous reliés, partout. Il est temps de bannir la prédation des ressources à l'autre bout de la planète en externalisant le coût environnemental au-delà de nos frontières.

• Proposition 4 : Une loi pour changer le code et les critères des marchés publics dans le bâti scolaire et limiter l'importation des matériaux, bruts ou transformés, utilisés dans la construction des bâtiments scolaires. Cela implique de se fournir dans les productions industrielles nationales ou européennes et, si c'est impossible, d'avoir recours à l'importation en parallèle du développement d'alternatives.

5 - Sortir des discriminations

A bien des égards, l'école n'est pas du tout pensée pour tous les enfants. Les résultats scolaires comme les issues professionnelles au sortir de la scolarité des personnes les plus vulnérables sont sans ambiguïté pour toutes les catégories de nos concitoyens victimes de discriminations. Comme l'école, notre pays est pensé et organisé par et pour les hommes, par et pour les valides, par et pour les vainqueurs de la compétition scolaire, contre les « minorités » (de genre, d'origine sociale, d'origine géographique...). Certes, il existe des dispositifs visant à encourager l'équité de traitement. Mais une série de dispositifs, ça ne fait pas

un système et c'est à l'école que l'on peut apprendre à réfléchir différemment pour agir dans le respect de l'autre, en particulier pour contrer un système de valeurs discriminant appris dans sa propre famille.

La France est l'un des pays de l'OCDE où les écarts de résultats entre les enfants issus des classes sociales les plus favorisées et ceux des classes sociales les plus fragiles sont les plus importants. Et ce n'est certes pas en imposant le port d'un uniforme qu'on règlera le problème, mais plutôt en pensant d'abord l'école pour les plus fragiles, ce qui en fera aussi mécaniquement un lieu d'accueil pour les « plus forts ». Le bien-être de l'enfant doit être au cœur du projet des établissements, tout comme le développement de l'empathie au fil des âges. Cela ne peut se faire qu'en donnant du temps aux professionnels formés (enseignants, psychologues, intervenants spécialisés...) pour travailler avec les enfants. Un temps que l'on doit prendre en réaménageant les programmes et les rythmes scolaires. Je pense que des cours de philosophie et de droit devraient être mis en place dès le plus jeune âge de l'élève avec des pédagogies adaptées à chaque niveau.

• Proposition 5 : Refonder les programmes scolaires par une élaboration collective qui intégrera l'ensemble des partenaires sans oublier les parents, les élèves, les enseignants de toutes les disciplines et de chaque cycle, les pédagogues, etc. Réorganiser les contenus pour sortir du carcan des disciplines universitaires. Introduire des cours de droit et de philosophie dès la maternelle.

Pour renforcer la mixité sociale au sein des établissements scolaires, conditionner les contrats de l'enseignement privé avec l'Etat à l'inclusion des écoles privées dans la carte scolaire.

6 - *La gratuité de l'école*

Chaque année, les parents doivent prendre en charge de nombreuses dépenses liées à la scolarité de leurs enfants alors même que selon la promesse républicaine, l'école devrait être gratuite : cantine, fournitures, tenues de sport, sorties scolaires, transports... Pourtant, il est évident pour tout le monde que l'égalité dans l'accès aux moyens scolaires est aussi un investissement pour la Nation. Là aussi, l'exemple des choix faits par la Finlande, le pays de l'excellence éducative, souligne le possible et le souhaitable. Notre système d'aides sociales actuelles conçu pour que tous accèdent à un service public est injuste en raison de l'effet de seuil des « tranches » : c'est toujours pour les classes les plus pauvres et les classes moyennes que le taux d'effort est le plus important. Et dans le cas des fratries, c'est un poids dans les budgets qui devient vite intenable, obligeant les parents à réduire l'accès à d'autres besoins éducatifs comme la culture, le sport ou encore les vacances.

Il faut donc supprimer les frais scolaires. C'est une question de liberté. En effet, ce ne sont pas les coûts liés aux transports pour se rendre dans un établissement scolaire qui doivent déterminer l'orientation des jeunes. Ils doivent être libres de choisir sans que pèse sur eux le poids financier de leur orientation. C'est aussi une question d'égalité. Tous les enfants doivent avoir le même accès à l'instruction. La puissance publique doit leur assurer de pouvoir étudier dans des conditions identiques, quelles que soient les catégories socio-professionnelles de leurs parents ou les territoires dans lesquels ils habitent. C'est enfin une question de fraternité. La discrimination par l'argent est contraire aux valeurs de notre République. Il n'est plus acceptable que le

niveau de vie des parents soit déterminant dans la réussite scolaire des enfants.

• **Proposition 6 : Pour vivre une scolarité pleine et entière de la maternelle jusqu'à l'université, dans l'égalité promise par la République, l'intégralité des frais scolaires doit être prise en charge par l'État.**

Conclusion

Quand j'étais petit, comme beaucoup d'entre nous toutes et tous, j'ai joué aux billes dans les cours de récréation. Aujourd'hui, à 47 ans bien tassés, quand je vois mes enfants reproduire ces jeux-là, je m'interroge sur leur sens. Parce qu'il faut se le dire, le but du jeu est tout de même de gagner les billes de l'autre, de le « plumer » et de céder ainsi à une pulsion d'accumulation pour remplir sa trousse de billes, si possible jusqu'à que ce qu'elle déborde.

Le retour dans la classe s'inscrit dans cette logique, car le système scolaire pousse les élèves à avoir de meilleures notes que leurs camarades, les meilleurs classements pour obtenir les meilleurs boulots, souvent les mieux payés, surtout quand on a le bon genre. Autrement dit, l'école est le lieu de l'organisation du monde dans lequel on évolue.

C'est pourquoi notre responsabilité de parents consiste à offrir aux jeunes les savoirs, savoir-faire et savoir-être qui leur permettront de sauver le futur. Ces outils doivent être enseignés à l'école qui est la dernière chose que nous ayons vraiment en commun. J'insiste, nous, parents d'élèves, avons pour mission d'empêcher le pire d'arriver. L'outil que nous partageons pour y parvenir ? C'est l'école, qui transmet les savoirs et les connaissances qui constituent le tronc

commun de notre société, de notre République.
Soyons lucides : l'école influence culturellement la société. Dès lors, si on veut apprendre à respecter le vivant, il faut des cantines qui s'affranchissent de la bouffe industrielle ; si on veut une vraie égalité entre les filles et les garçons, il faut construire des cours de récré et des sanitaires non genrés ; si on veut une société plus solidaire, plus coopérative, plus consensuelle, moins violente, il faut sortir des concours ou des examens qui servent de tamis social. Pour inciter chacune et chacun à s'occuper de ses propres poubelles, il faut sortir d'une école où les enfants attendent qu'on le fasse à leur place. Mais ce dont je suis aussi convaincu, c'est que livré à lui-même, le monde politique actuel ne réussira pas à « révolutionner » l'école.

C'est pour toutes ces raisons, et cette dernière en particulier, que l'école doit être au cœur du projet présidentiel de 2022, porté par toutes celles et ceux qui veulent vraiment changer le monde, celles et ceux qui veulent donner un avenir à toutes et tous ! Pour répondre au racisme décomplexé de notre société, pour répondre aux citoyens qui trouvent de plus en plus difficilement leur place dans le monde actuel – comme l'a montré la crise des Gilets jaunes –, pour ne pas baisser les bras, ne pas céder à la désespérance, pour éviter le repli sur soi et le désintérêt du collectif, ne pas céder à la pulsion de mort de l'humanité. L'histoire n'est pas écrite à l'avance. Il n'y a aucune fatalité. Il faut oser et ne pas céder au renoncement. De ces 3 années à la coprésidence de la FCPE et toutes les autres comme adhérent et militant, je retire la conviction que la société civile ne peut plus se contenter d'être simple spectatrice ou électrice. Elle doit être actrice ! Comment ? En osant participer à la

vie législative de notre pays, en candidatant et en accédant aux institutions, en étant élus députés, afin de défendre les réformes dont ils savent qu'elles sont indispensables pour transformer positivement notre pays. Ces héros du quotidien qui ont réellement les « mains dans la France » ne ressembleront pas à ceux d'hier : d'abord parce que dans ce petit monde du combat politique il y aura autant d'héroïnes que de héros. Ensuite, parce qu'ils et elles auront trempé leur expertise dans les combats et l'expérience du terrain. Enfin, parce qu'ils et elles seront les hérauts d'une cause, pas les serviteurs d'un parti.

Comme a osé le faire et le dire cette jeune fille venue du Nord : « Stop blablabla ! Arrêtons de parler. Agissons. »

Postface

La lecture de ce texte a été pour moi un grand moment d'émotion car il présente une grande partie des analyses et propositions de transformation du système éducatif que j'ai portées et partagées tout au long de mon parcours professionnel et militant dans l'Education nationale.

Il a le mérite selon moi et compte tenu de cette expérience de souligner l'essentiel des transformations nécessaires pour que l'Ecole contribue à faire émerger une société où « homo sapiens » participe à la mise en œuvre d'un monde meilleur pour tous.

Ainsi, l'Ecole devient un lieu où l'on éduque, où l'on apprend à porter un regard critique sur le monde dans lequel on vit. Surtout, cette Ecole « nouvelle » doit permettre, comme l'écrit Rodrigo Arenas, que les élèves apprennent à créer du commun au nom de l'intérêt général et cessent d'être entraînés dans un système de compétition injuste voire absurde pour former un esprit bien fait.

En la matière, l'enseignement de la philosophie dès le plus jeune âge, comme il le propose, est indispensable. Cela a été mis en place au siècle dernier dans les années 70 et 80 dans quelques écoles et les professeurs des écoles, dans les académies concernées (Montpellier, Caen...), ont été formés à cet enseignement.

Rodrigo Arenas appelle à faire advenir une école qui offre la possibilité de valoriser et développer les aptitudes spécifiques de chacun selon des parcours divers. Pour y parvenir les chemins sont multiples. C'est pourquoi il propose le

maximum de liberté pédagogique s'appuyant sur une offre d'expérimentation large. Cela aussi fut mis en œuvre par Jack Lang lorsqu'il a créé le Conseil National de l'Innovation pour la Réussite scolaire en 2003.

Mais plusieurs initiatives allaient déjà dans ce sens dans l'Education nationale. Le processus a été abandonné progressivement à partir de 2004. Il faut dire qu'une telle démarche suppose que l'on cesse de confondre uniformité et égalité dans la gestion du système éducatif et que l'on y réalise une transformation profonde de son fonctionnement administratif.

Autre domaine qui permettra d'atteindre les objectifs de transformation présentés par Rodrigo Arenas : la nécessaire évolution des contenus de programme et des cursus proposés aux élèves tout au long de leur itinéraire scolaire. Là encore, la diversité des parcours et contenus de formation est non seulement une nécessité mais aussi une urgence. C'est le seul moyen de faire en sorte que l'Ecole française assure enfin une formation technique et professionnelle de qualité dont notre économie a grand besoin.

Le retard de notre pays est considérable dans ce domaine. L'enseignement, comme il l'explique, est élaboré à partir de l'idée que les élites sont constituées d'individus sachant avant tout manier l'abstraction avec aisance dans tous les domaines pour devenir les décideurs de demain.

Les emplois assurant des tâches précises et concrètes seront réservés aux élèves qui manifestent une incapacité ou un désintérêt pour l'abstraction et les savoirs classiques hérités des « humanités ».

Dans ces conditions, l'enseignement technique ne peut être

que le parent pauvre de notre système éducatif donc réservé aux élèves considérés comme les moins performants.

Cette organisation et ces principes de formation conduisent à recruter les enseignants selon les mêmes critères. Les concours tels que le Capes et l'agrégation en sont une parfaite illustration et les formations pour enseigner collent forcément bien aux exigences de ce système de pensée. Il importe d'en changer. Les IUFM l'ont tenté, les ESPE ont essayé... Il est difficile toutefois d'avancer sans un changement radical de politique éducative.

Rodrigo Arenas s'exprime en tant que parent d'élève. De ce fait, il nous interpelle du point de vue de ceux qui tout en étant éminemment concernés par l'Ecole sont cantonnés au rôle d'observateurs et, ponctuellement, s'ils en ont les moyens en temps et en outils de compréhension, peuvent être consultés sur son fonctionnement.

La place des parents d'élèves reste très marginale dans notre système et il n'existe pas encore de programme éducatif qui sollicite la participation concertée de tous les intervenants des actions d'éducation autour de l'Ecole.

Là encore, pourtant, de nombreuses actions ont été tentées et existent encore pour harmoniser les contenus de formation offerts aux jeunes dans et autour de l'Ecole mais cela reste insuffisant car le travail de concertation entre les personnels du système éducatif et les intervenants en éducation autour de l'Ecole n'est pas inscrit dans les pratiques régulières de formation ni dans les programmes d'enseignement.

De même, les informations et enseignements dispensés

par les réseaux de communication numériques restent peu et souvent mal pris en compte dans les contenus d'enseignement offerts par le système éducatif...

Faire évoluer tout cela en reprenant les 6 propositions de Rodrigo Arenas est une impérieuse et urgente nécessité.

Quels sont les moyens d'y parvenir à présent ?

A peu près tous ces sujets ont été sujets de réflexion et objets d'expérimentation depuis la création de l'école publique laïque et obligatoire dans le souci de faire advenir une école plus juste qui, dans la diversité, forme des citoyens capables de faire progresser la démocratie.

Force est de constater que cela n'a pour l'instant pas abouti aux transformations attendues et nécessaires.

Les causes de cet échec sont multiples et complexes. Pourtant d'autres pays ont réussi à créer un système éducatif meilleur que le nôtre au moins en termes d'adaptation à l'évolution du monde, d'intégration de la diversité des publics, de bien-être des élèves, d'adaptation des locaux...

Mais il est clair aussi qu'aucun pays dominant n'a créé un système éducatif capable de contribuer à la sauvegarde et au développement de démocraties réelles.

Quels sont les chemins pour qu'advienne de telles transformations en France en matière d'éducation ?

Rodrigo Arenas ouvre quelques pistes qui relèvent de l'engagement des corps intermédiaires comme les associations de parents d'élèves telles que la FCPE ou de l'engagement politique... cela mérite attention et soutien. Cet ouvrage est une excellente introduction pour ces initiatives et une belle invitation à les prendre en charge.

ANNE-MARIE VAILLÉ

« C'est à l'école que commencent l'écologie, la solidarité et l'apprentissage de soi et des autres. C'est à l'école que se construisent nos enfants, que prend forme notre société, que se prépare notre résilience aux défis et aux multiples crises d'un 21e siècle lourd de menaces. C'est à l'école que se prépare ce fameux "monde d'après". Mais notre école est malade. Pour la soigner il faut tout en repenser. La structure et la grammaire, les méthodes et les contenus. Il faut désormais remettre la santé mentale et physique des enfants et leur bien-être au cœur des préoccupations scolaires, réformer le recrutement de nos enseignants, pour en rehausser la fonction et les rémunérer à leur juste valeur, décloisonner les contenus et repenser les méthodes pour embrasser la complexité d'un monde plus chaud, plus interdépendant, plus fragile et plus dématérialisé à la fois. Il est indispensable de se donner les moyens d'une école ouverte, intelligente, publique, universelle et gratuite. Une école pour tenir la promesse républicaine d'émancipation et de démocratie. Faisons de 2022 le début de la reconquête humaniste de l'école. »

Né au Chili, Rodrigo Arenas est arrivé en France à l'âge de quatre ans, avec ses parents fuyant la dictature de Pinochet. Diplômé d'un DEA en histoire de la pensée économique, il est aujourd'hui cadre de la fonction publique territoriale en Seine-Saint-Denis. Son expérience de co-président de la première fédération de parents d'élèves pendant trois ans, période durant laquelle l'Ecole a été confrontée à de nombreuses réformes et à une crise sanitaire sans précédent, l'a conduit à formuler des propositions pour réformer l'Ecole en profondeur tout en protégeant davantage enfants et parents. Propositions qu'il entend porter au sein de la prochaine Assemblée nationale.

